

Réflexion

France-Russie : une clarification et un espoir

Point de vue. Par Antoine Arjakovsky, historien, auteur de *Occident-Russie, comment construire la paix ?* (Balland, 2017).



Antoine Arjakovsky.

Après la rencontre du début de semaine à Versailles entre Vladimir Poutine et Emmanuel Macron, la presse russe a été obligée de constater que l'opération de charme du Kremlin avait échoué. Les quotidiens *Vedomosti* et *Kommersant* constatent que « Versailles n'est pas sorti du protocole » et que la rencontre n'a affiché « aucun signe de sentiments chaleureux ». De fait, tandis qu'il se trouvait côte à côte avec Vladimir Poutine pendant la conférence de presse, Emmanuel Macron a clairement condamné *Sputnik News* et *Russia Today* comme des « agences d'influence » et comme des « organes de propagande ». Le choc fut tellement rude et inattendu que le président russe n'a pas même réagi.

Le président français a cependant tiré parti intelligemment des avances russes pour présenter sa propre stratégie de sortie de crise. Premièrement, malgré la phrase de Poutine expliquant que « les sanctions sont contre-productives au rétablissement de la paix », il a insisté sur le

maintien de celles-ci contre la Russie. Une forme de continuité historique : en 1994, le président Mitterrand avait fait partie des dirigeants occidentaux ayant endossé le Mémoire de Budapest garantissant la protection de l'intégrité des frontières ukrainiennes en contrepartie de sa dénucléarisation. La France est impliquée dans les Accords de Minsk en raison même de cet engagement juridique.

En affichant sa position européenne, Emmanuel Macron a aussi montré à son adversaire que les Européens sont solidaires face au projet d'Union eurasiatique et anti-démocratique du président Poutine. Deuxièmement, sur le volet antiterroriste, le président français a clairement affiché son désir de coopérer à seule fin d'éliminer Daech et a fait connaître ses deux lignes rouges : l'utilisation d'armes chimiques et le non-respect du travail des ONG humanitaires.

Appel à la société civile : bonne idée !

C'était aussi faire comprendre au président russe que la France n'accepterait plus le jeu des États qui se masquent derrière la personnalité du président Bachar El Assad pour faire avancer leurs propres priorités. Pour Emmanuel Macron, qui plus

est, soutenir l'État syrien ne signifie pas nécessairement, comme le fait croire Vladimir Poutine, défendre le président syrien. Enfin, le président Macron a proposé de créer un « forum franco-russe des sociétés civiles » avec la participation d'artistes, d'intellectuels, de chefs d'entreprise et de jeunes.

Si ces « dialogues du Trianon », comme on commence déjà à les appeler, voyaient le jour, et si des personnalités compétentes et d'ouverture étaient appelées à y participer sans être elles-mêmes manipulées, cette proposition pourrait très vite donner des fruits.

En effet, compte tenu des blocages diplomatiques actuels, il est urgent de travailler sur les problèmes très profonds qui opposent les deux nations. L'une, en effet, a accepté la modernité et les droits de l'homme, l'autre les a rejetés et cherche à revenir à l'âge impérial ainsi qu'à la « symphonie byzantine » unissant l'État et l'Église orthodoxe.

Travailler sur ces différentes visions du monde et chercher à les réconcilier en impliquant la société civile et les historiens les plus compétents des deux pays pourrait contribuer, plus vite qu'on ne le croit, à rétablir la confiance entre la Russie et la France. Un seul char Leclerc coûte 10 millions d'euros, une commission mixte de dialogue entre historiens à peine 10 % de cette somme...